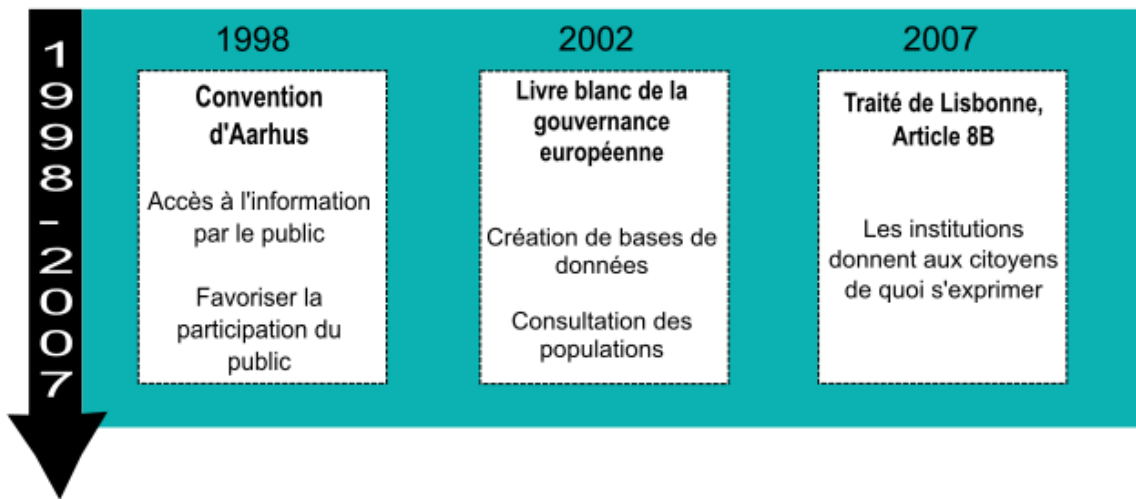


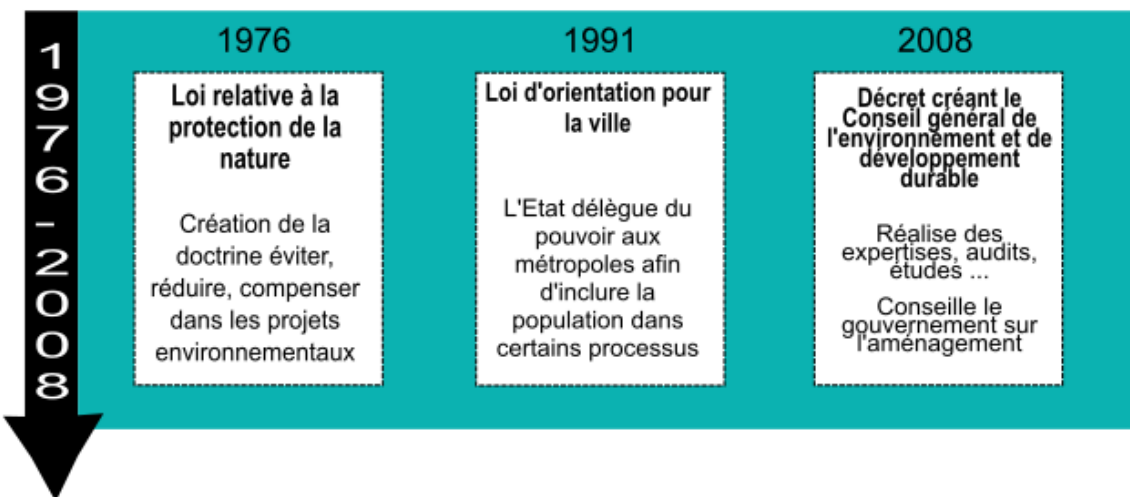


## Frise chronologique de la législation supranationale sur la participation citoyenne

### Echelon supranational



### Annexes de la réglementation en France



## Frise chronologique de la législation sur la participation citoyenne en France

1 9 7 6 - 1 9 9 2  1 9 9 5 - 2 0 0 2  2 0 0 3 - 2 0 0 5  2 0 1 0 - 2 0 2 0	1976	1983	1991	1992	1992
	<b>Loi relative à la protection de la nature</b>	<b>Loi Bouchardeau relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement</b>	<b>Loi d'orientation sur la ville</b>	<b>Loi sur l'administration territoriale</b>	<b>Circulaire Bianco</b>
	Création des études d'impact sur l'environnement	Renforcement de la procédure d'enquête publique	Nécessité d'une concertation préalable pour toute action ou opération de politique de la ville modifiant substantiellement les conditions de vie des habitants du quartier	Reconnait le droit des habitants de la commune à être consultés et informés	Instaure des débats préalables sur les projets
	1995	1996	1999	2000	2002
	<b>Loi Barnier</b>	<b>Charte de la concertation du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement</b>	<b>Loi Voynet (LOADDT)</b>	<b>Loi solidarité, renouvellement urbain (SRU)</b>	<b>Loi Vaillant</b>
	Création de la CNDP  Création du débat public et obligation à la concertation pour tous les grands projets d'environnement	Améliorer la participation du public	Démocratie participative  Introduction de conseils de développement	Inclure les exclus dans les décisions  Concertation obligatoire dans le cadre de l'élaboration de PLU	Indépendance de la CNDP  Création de conseils de quartier dans les villes de plus de 80 000 habitants
	2003	2003	2005		
	<b>Loi relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages</b>	<b>Révision constitutionnelle</b>	<b>Charte de l'environnement, Art. 7</b>		
	Information des riverains	Compétences des collectivités territoriales élargies  Droit d'initiative citoyenne  Création des référendum locaux	Tout citoyen ou association de protection de l'environnement peut demander concertation si cette dernière n'a pas eu lieu  Toute personne doit accéder à l'information sur l'environnement détenue par les autorités  Participer à l'élaboration de décisions publiques  Valeur constitutionnelle à la participation citoyenne		
	2010	2018	2020		
	<b>Loi Grenelle II</b>	<b>Loi N°2018-148 ratifiant l'ordonnance N°2016-1060</b>	<b>Loi d'accélération et simplification de l'action publique (ASAP)</b>		
	Inclure la participation citoyenne en amont des projets  Unification et simplification des enquêtes	Réforme et modernisation des procédures de participation et d'information du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement	Introduction d'objectifs et de droits associés de la participation du public  Ajout de procédures de déblocage de certaines situations de crise : la conciliation et la consultation locale des électeurs  Simplification des procédures  Réduction du levier d'action des citoyens dans les procédures de participation du public  Rapprocher l'administration du citoyen, simplifier les démarches des particuliers et faciliter le développement des entreprises en accélérant les procédures administratives, comporte plusieurs dispositions relatives à la législation de l'urbanisme.		